



Un budget de statu quo

Faits saillants

- **L'élimination du déficit est toujours prévue en 2013-2014. Elle suppose une croissance des dépenses limitée à 2 % en moyenne au cours des trois prochains exercices.**
- **Hypothèse de croissance économique réelle de 2,0 % en 2011, 2,6 % en 2012 et de 2,7 % en 2013. Le PIB nominal est prévu croître de 4,1 %, 4,9 % et 4,8 % respectivement.**
- **Hypothèse d'un prix du gaz naturel de 3,02 \$CAD/gigajoule en 2011-2012, 3,60 \$ en 2012-2013 et de 4,20 \$ en 2013-2014.**
- **Hypothèse d'un taux de change USD/CAD qui tourne autour de la parité en 2011 et 2012.**
- **Le ratio de la dette supportée par les contribuables au PIB est prévu culminer à 17,8 % en 2012-2013 pour diminuer par la suite.**
- **En raison surtout des déficits prévus et des investissements en infrastructures, les besoins de financement atteindront 9,2 milliards \$ en 2011-2012, pour retomber à 5,5 milliards \$ en 2012-2013 et à 6,1 milliards \$ en 2013-2014.**

Commentaire

Le budget déposé aujourd'hui par le ministre des Finances Colin Hansen réitère l'engagement du gouvernement de revenir à un budget équilibré en 2013-2014. Pour l'année financière en voie de se terminer, le déficit s'établirait à 1,265 milliard \$, soit une baisse de 450 millions \$ par rapport au budget de mars dernier. En effet, les revenus sont supérieurs de 740 millions \$, ce qui correspond à la hausse des revenus fiscaux, les manques à gagner au plan des redevances sur les ressources et des revenus des sociétés de la Couronne ayant été compensés par les transferts fédéraux et les autres revenus plus élevés. Plus précisément, les revenus fiscaux ont bénéficié de rentrées plus fortes que prévues sur l'impôt des entreprises et dans une moindre mesure sur la Taxe de vente harmonisée, ce qui a plus que compensé les rentrées moindres que prévues sur l'impôt personnel et l'impôt foncier. Les dépenses ont été supérieures de 440 millions \$ au budget de mars dernier (malgré une révision à la baisse de 105 millions \$ du service de la dette). La provision pour éventualité a quant à elle été abaissée de 150 millions \$.

L'atteinte d'un budget équilibré est toujours attendue pour 2013-2014. Les déficits intérimaires pour les deux prochains exercices (\$925 millions en 2011-2012 et 440 millions \$ pour 2012-2013) sont au total légèrement supérieurs à ceux prévus en mars dernier. Ceci reflète surtout le fait que les redevances sur les ressources sont moins élevées que projetées initialement, leur croissance (9,4 % en moyenne au cours des trois prochains exercices) s'établissant à partir d'un seuil plus faible que prévu. À noter qu'il n'y a qu'une mesure dans le budget ayant une incidence sur les revenus, soit une hausse d'environ 6 % des primes pour le plan de services médicaux, effective le 1^{er} janvier 2012, qui rapportera 118 millions \$ à sa première année complète d'application. Pour sa part, la croissance des dépenses de programmes est ramenée à 1,5 % en moyenne au cours des trois prochains exercices. Compte tenu de la hausse du service de la dette, la croissance prévue des dépenses totales est de 2 %.

En effet, la dette de la province croîtra, elle, à un rythme annuel moyen de 8,5 %. Le ratio de la dette supportée par les contribuables au PIB, estimé à 16,5 % à la fin du présent exercice, plafonnera à 17,8 % en 2012-2013, soit au moment où

les investissements du gouvernement auront diminué à un niveau plus en rapport avec la norme historique. Entre-temps, le service de la dette, qui a grugé 5,6 % des revenus lors du présent exercice, atteindra 7,1 % des revenus en 2013-2014.

Les hypothèses du scénario économique nous semblent prudentes. Une variation de 1 % du PIB nominal a un effet entre 150 et 250 millions \$ sur le solde budgétaire, une variation de 1 \$ du prix du gaz naturel a un impact entre 315 et 365 millions \$. Voilà qui donne une idée de la marge de manœuvre procurée par les provisions annuelles de 350 millions \$. Les dépenses de programmes comportent aussi des montants destinés à faire face aux imprévus. Ces montants sont de 600 millions \$ pour le prochain exercice et de 450 millions \$ pour chacun des deux exercices suivants.

Marc Pinsonneault

Colombie-Britannique

\$000 000	Budget	Révision	Budget	Plan	Variation en pourcentage			
	2010/11	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2011/12	2012/13	2013/14
Revenu de taxation	17 422	18 166	19 014	20 388	20 944	4.7	7.2	2.7
Revenu tiré des ressources	3 208	2 754	3 100	3 269	3 609	12.6	5.5	10.4
Autre	7 826	8 147	8 702	8 641	8 982	6.8	-0.7	3.9
Transferts fédéraux	7 685	7 903	7 580	7 215	7 559	-4.1	-4.8	4.8
Revenu net des sociétés de la Couronne	3 012	2 923	2 941	2 933	2 997	0.6	-0.3	2.2
Revenu total	39 153	39 893	41 337	42 446	44 091	4.1	5.6	2.7
Dépenses de programme	38 187	38 732	39 359	39 770	40 471	0.7	3.1	1.0
Service de la dette	2 381	2 276	2 553	2 766	3 095	7.0	7.2	8.3
Dépenses totales	40 568	41 008	41 912	42 536	43 566	1.1	3.3	1.5
Provision pour incertitude	(300)	(150)	(350)	(350)	(350)			
Surplus	(1 715)	(1 265)	(925)	(440)	175			
		(105)	-					
Dette provinciale			0					
Déficit (surplus)	1 715	1 265	925	440	(175)			
Immobilisations du gouv.	5 388	4 905	4 105	3 155	3 098			
Hausse (baisse) de l'encaisse	(284)	(173)	(23)	115	205			
Amortissement	(1 961)	(2 005)	(2 089)	(2 176)	(2 182)			
Var. dette des sociétés de la Couronne	1 517	1 377	3 038	2 130	1 655			
Autres éléments	38	27	200	471	182			
Accroissement net de la dette totale	6 439	5 396	6 156	4 135	2 783			
Dette provinciale totale	47 757	47 281	53 437	57 572	60 355	12.8	11.9	7.7
Dette provinciale totale / PIB	24.3%	23.2%	25.4%	26.1%	26.1%			
supportée par les contribuables	17.2%	16.5%	17.5%	17.8%	17.5%			
Besoins d'emprunt								
Déficit (surplus)	1 715	1 265	925	440	(175)			
Refinancements	2 620	2 685	2 620	869	2 873			
Immobilisations inc. sociétés de la Cour.	8 159	7 593	7 348	6 166	5 513			
Autres sources de financement	(3 464)	(3 453)	(1 691)	(1 971)	(2 121)			
Total: Besoins d'emprunt	9 030	8 090	9 202	5 504	6 090			
Ratios								
Revenu d'imposition / Revenu total	44.5%	45.5%	46.0%	48.0%	47.5%			
Revenu des ressources / Revenu total	8.2%	6.9%	7.5%	7.7%	8.2%			
Autres revenus / Revenu total	20.0%	20.4%	21.1%	20.4%	20.4%			
Transferts fédéraux / Revenu total	19.6%	19.8%	18.3%	17.0%	17.1%			
Surplus et provisions / Revenu total	-3.6%	-2.8%	-1.4%	-0.2%	1.2%			
Principales dépenses								
Total éducation	10 820	11 141	11 263	11 383	11 419	-0.7	4.1	1.1
Services de santé	16 474	16 557	17 477	17 914	18 519	3.5	6.1	2.5
Sous-total	27 294	27 698	28 740	29 297	29 938	1.8	5.3	1.9
Éducation/ dépenses totales	26.7%	27.2%	26.9%	26.8%	26.2%			
Services de santé / dépenses totales	40.6%	40.4%	41.7%	42.1%	42.5%			
Coûts du service de la dette / dép. tot.	5.9%	5.6%	6.1%	6.5%	7.1%			

Source: Documents budgétaires du Ministère des Finances de la Colombie-Britannique.